



LIFE-AR

LDC Initiative for Effective
Adaptation and Resilience



BURKINA FASO

Une approche décentralisée de la
résilience climatique des
territoires

Présentation de LIFE-AR

L'initiative des pays les moins avancés (PMA) pour une adaptation et une résilience efficaces (LIFE-AR) vise à la réalisation de la vision 2050 des PMA pour un avenir résilient au changement climatique.

Pilotée par les PMA, LIFE-AR encourage un changement dans la priorisation, le financement, la coordination et l'évaluation des réponses climatiques. LIFE-AR cherche à développer des interventions et des investissements à long terme en matière d'adaptation climatique, et travaille avec les gouvernements pour renforcer durablement les institutions nationales et locales, les systèmes et les capacités. L'objectif est, en démontrant l'efficacité de cette approche, d'influencer sur l'architecture de la finance climatique afin de permettre un accès direct aux PMA.

LIFE-AR s'inscrit dans les principes de l'adaptation menée au niveau local et développe des mécanismes pour la prise en compte des besoins spécifiques des communautés locales qui permettent d'enrichir les plans nationaux et régionaux d'adaptation et les contributions déterminées au niveau national (CDN).

LIFE-AR au Burkina Faso

Le Burkina Faso est un des premiers pays à avoir rejoint LIFE-AR, percevant l'initiative comme un moyen de renforcer les systèmes existants pour accroître la résilience au changement climatique. Le Burkina Faso a ainsi choisi de renforcer son système de décentralisation et de planification locale, pour permettre l'intégration des actions de résilience avec les objectifs de développement nationaux et locaux. En ligne avec les Offres des PMA, le Burkina Faso investit 70% des fonds reçus via LIFE-AR aux investissements priorisés par les communes pilotes. Un mécanisme de mise en œuvre incluant quatre composantes a été développé pour remplir cet objectif :

- **Dispositif institutionnel**, incluant au niveau national le Comité National sur les Changements Climatiques, le comité directeur, le secrétariat technique, le Groupe Technique de Travail, et l'entité fiduciaire; et au niveau local les délégations spéciales et les équipes techniques locales, qui travaille avec les Comités de Veille et de Développement au niveau des villages pour faciliter la priorisation des investissements et faire le suivi des activités.
- **Planification et budgétisation locale**, via les PCD élaborés de façon participative par les acteurs locaux,
- **Financement**, suivant le mécanisme de décentralisation des fonds via les comptes spéciaux des communes créés par l'Agence Nationale d'Appui au Développement des Collectivités Territoriales,
- **Suivi évaluation et apprentissage**, avec intégration des chargés de SEA, genre et inclusion sociale, et communication avec les équipes techniques locales.

Alignement de LIFE-AR avec les priorités nationales pour l'adaptation et la résilience au Burkina Faso

Le Comité National sur les Changements Climatiques (CNACC) est un cadre de concertation, de facilitation et de réflexion sur des questions d'intérêt national liées aux changements climatiques. Dans le cadre de la mise en œuvre de LIFE-AR au Burkina Faso, c'est ce comité qui tient lieu de plateforme nationale. LIFE-AR aux côtés des autres initiatives, contribue à la tenue des sessions du CNACC.

Le PNA (2024-2028) identifie les défis en matière d'adaptation ainsi que les secteurs prioritaires.

Au titre des défis, on peut citer le renforcement des capacités d'adaptation des secteurs prioritaires ; le développement de la recherche/développement et la gouvernance en matière d'adaptation au changement climatique. Parmi les secteurs prioritaires, le PNA recense les ressources en eau, l'agriculture, l'élevage et les ressources halieutiques, l'environnement et ressources naturelles, la santé, l'énergie, les infrastructures, l'habitat, le genre et les organisations de la société civile.

L'Etat burkinabé s'est engagé dans sa CDN (2021-2025) à réduire ses émissions de 31682, 3 Gg à l'horizon 2030 soit 29,42% par rapport au scénario de référence - qui pourrait monter à 30,76% avec la mise en œuvre des actions d'adaptation.

Les communes sont responsables de la mise en œuvre des actions climatiques. À travers leurs plans communaux de développement (PCD), elles définissent leurs priorités et objectifs stratégiques en fonction des orientations nationales, sectorielles et régionales. Grâce à LIFE-AR, trois communes ont actualisé leurs PCD en intégrant les risques climatiques et les investissements priorités par les communautés, permettant une cohérence entre les priorités de développement local et les priorités nationales de résilience au changement climatique.

Les critères suivants ont été définis pour le choix des communes pilotes :

- (i) Zone agro-climatique ;
- (ii) Taux de pauvreté (ou l'incidence de pauvreté) ;
- (iii) Accessibilité du point de vue sécuritaire ;
- (iv) Vulnérabilité des communes aux changements climatiques ; et
- (v) Gouvernance.

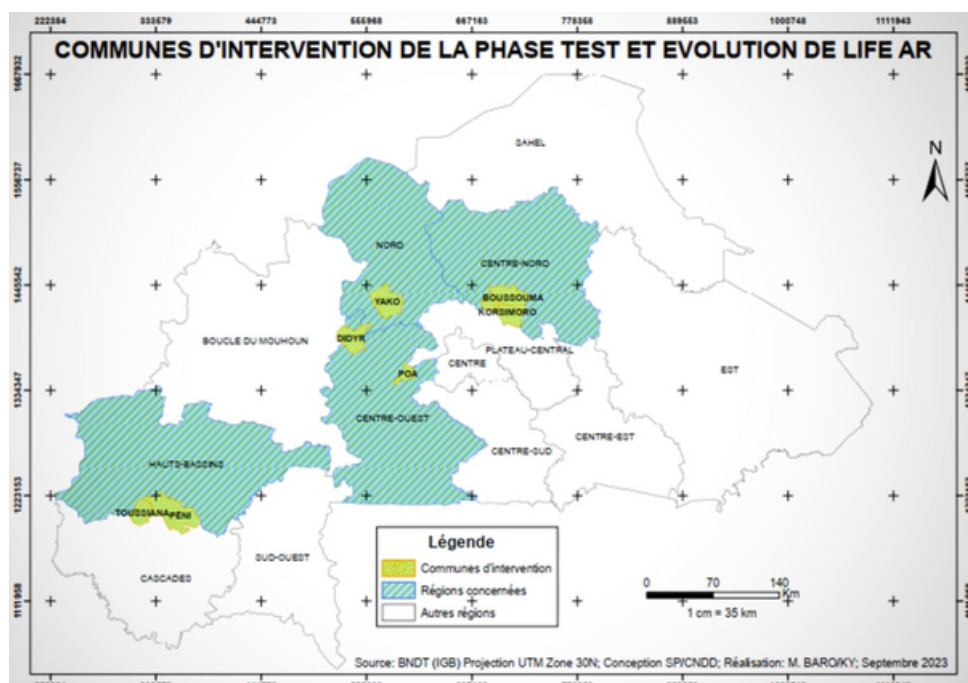
Sur la base de ces critères, sept communes pilotes ont été choisies, dont quatre pour le premier cycle d'investissements, dans les régions du Nord, du Centre-Nord, du Centre-Ouest et des Hauts Bassins. Pour chaque commune, l'équipe technique locale a identifié cinq villages bénéficiaires par an. Au fil des ans, de nouveaux villages contigus viendront s'ajouter aux premiers au sein des sept communes pour permettre une approche territoriale du renforcement de la résilience. Chaque commune sélectionnée a reçu pour la première année une enveloppe de 122 500 000 CFA.



Processus décentralisé d'identification des investissements.

Pour chaque commune sélectionnée, une approche innovante a été mise en place dans le cadre de LIFE-AR :

1. Identification et priorisation des investissements à travers une **approche décentralisée** permettant aux communautés d'exprimer leurs besoins et d'identifier leurs investissements prioritaires.
2. Organisation d'**assemblées générales d'information au niveau de chaque village** et de groupes de travail dans les organisations socioprofessionnelle, de femmes, de jeunes, de personnes handicapées, et avec les autorités religieuses et coutumières pour leur permettre d'exprimer leurs besoins et priorités en matière de résilience au changement climatique.
3. **Communication en amont de l'enveloppe financière** pour les investissements pour permettre une planification plus efficace, participative et transparente.



Boussouma

Risques climatiques : sécheresse, hausse des températures, vents violents, inondations

Secteurs : eau, agriculture, ressources naturelles/ environnement, santé, genre

Boussouma est une commune à majorité agricole de la région du Centre-Nord forte d'environ 106 253 habitants, dont 47,34% d'hommes et 52,66% femmes. Malgré une pluviométrie annuelle moyenne satisfaisante, elle est en proie à des sécheresses récurrentes. Les populations font face à des risques d'insécurité alimentaire et de pauvreté croissante, dus notamment à la dégradation des terres cultivables et du cours d'eau qui traverse la commune, au manque d'approvisionnement en eau potable causé en partie par la détérioration des infrastructures hydrauliques, au tarissement des eaux de surface pendant la saison sèche et au tarissement de puits provoqué par les aléas climatiques. S'ajoute à cela des déplacements massifs des populations dans la zone du fait de la situation sécuritaire.

XOF 122,500,000

- **Récupération de 120 ha de terres dégradées** pour optimiser les espaces cultivables, avec des formations sur les techniques de récupération, restauration et conservation des terres, eaux et sols.
- **Six forages** pour accroître la disponibilité en eau potable, avec des formations d'artisans réparateurs et des comités de gestion.
- **Renforcement des capacités des femmes** sur la transformation des PFNL pour booster leur résilience, avec des formations en technique de gestion et de commercialisation.

24 693 habitants des villages bénéficiaires dont 52,06% de femmes

300 personnes (70% de femmes et 30% d'hommes) bénéficiaires des 120 ha de terres récupérées ;

1800 bénéficiaires des 6 forages
Groupements et coopératives de femmes pour les PFNL.

- Augmentation des terres cultivables et accroissement des rendements et de la production ;
- Résolution des problèmes d'eau potable et gain de temps, réduction du stress et des maladies hydriques ;
- Amélioration des revenus et conditions de vie des ménages par le renforcement de capacité des femmes dans la transformation des Produits forestiers Non Ligneux (PFNL).



Consultation des populations



Site dégradé à restaurer

Didyr

Risques climatiques : sécheresse, réduction du nombre de jours de pluie, inondations, hausse de température

Secteurs : eau, santé, économie, aménagement, énergie, agriculture, ressources naturelles/ environnement, genre, déchets

Didyr est une commune du Centre-Ouest de 53 361 habitants dont 44,19% d'hommes et 55,81% de femmes où la culture maraîchère est l'une des principales sources de revenus pour la majorité des femmes de la commune. L'élevage d'animaux (vaches, chèvres et poulets) représente également une activité importante. La pluviométrie à Didyr est moyenne, répartie sur une saison pluvieuse de juin à septembre. Les activités sont fortement compromises par la faible couverture végétale, l'assèchement des points d'eau dû à la forte évaporation, une baisse du niveau de la nappe phréatique liée aux fortes températures et l'insuffisances des infrastructures de mobilisation des ressources en eau.

XOF 122,500,000

- **Cinq forages** pour satisfaire aux besoins en eau,
- **Mini Adduction d'Eau Potable** pour les jardins maraichers
- **Plants et grilles** pour la protection des berges
- **Curage et aménagement des caniveaux** pour le drainage des eaux pluviales
- **Lampadaires solaires** pour favoriser les activités génératrices de revenus et améliorer la sécurité
- **Construction de radiés** pour faciliter l'accessibilité en saison des pluies, faciliter les évacuations sanitaires et promouvoir le développement.
- **Reboisement des aires protégées** avec des plants de karité et du Néré pour appuyer les associations féminines
- **Sécurisation de site de dépotage** et acquisition de matériel pour la gestion et valorisation des déchets
- **Formation et construction de foyers améliorés** au profit des dolotières pour réduire la consommation de bois

17 862 habitants des 5 villages (55% de femmes).

- Renforcement de la culture maraîchère
- Amélioration de la disponibilité de l'eau
- Augmentation des revenus des populations, en particulier des femmes
- Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages
- Amélioration de la sécurité dans la ville avec l'éclairage solaire
- Economie du bois d'énergie et réduction du temps de travail des femmes dolotières
- Réduction des émissions des gaz à effet de serre
- Renforcement de la production de bière locale comme source de revenu



Zone maraîchère pour abduction d'eau



Ecole primaire pour forage



Emplacement pour caniveau de drainage

Toussiana

Risques climatiques : sécheresse, réduction du nombre de jours de pluie, inondations, hausse de température

Secteurs : agriculture, ressources naturelles/ environnement, eau, santé, genre, énergie

Toussiana est une commune d'environ 21 578 habitants dont 47,74% d'hommes et 52,26% de femmes située dans la région des Hauts-Bassins. Commune à majorité agricole, on y trouve aussi des commerçants, des éleveurs et des artisans. En saison sèche, beaucoup d'habitants sont tailleurs de pierres ou de rônier, chasseurs ou éleveurs de volailles. Toussiana connaît une pluviométrie abondante répartie sur une courte saison de pluies de 2 mois. La commune fait face à des contraintes au niveau des ressources forestières et fauniques avec une dégradation du couvert végétal et la diminution de la biodiversité. La commune doit également affronter des problèmes hydriques avec l'assèchement de points d'eau, l'ensablement du barrage, le tarissement des eaux de surface, l'insuffisance des points d'eau, la profondeur de la nappe phréatique et la contamination des puits traditionnels par les latrines lors des saisons de pluies.

XOF 122,500,000

- Deux forages équipés de pompe solaire,
- Récupération de 35ha de terres dégradées,
- Réalisation des foyers 3 pierres améliorés,
- Création d'une pépinière,
- Aménagement d'un site d'un hectare pour la culture maraîchère,
- Pratique de la culture fourragère dans le village de Mou,
- Appui à une coopérative des femmes pour exploiter deux hectares de leur périmètre maraicher,
- Protection des berges du point d'eau du village de Nianware.

2482 habitants des cinq villages de Toussiana dont 53,67% de femmes.

- Amélioration de la disponibilité d'eau potable ;
- Réduction de maladies hydriques ;
- Augmentation des superficies cultivables et des rendements ;
- Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Réduction de la pression sur les ressources naturelles et amélioration du couvert végétal;
- Création d'emplois et amélioration des revenus ;
- Amélioration de la santé du cheptel ;
- Amélioration de la santé et du bien être ;
- Réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs.



Consultation des populations



Berges du cours d'eau à restaurer

Yako

Risques climatiques : sécheresse, réduction du nombre de jours de pluie, variabilité des précipitations, augmentation du stress hydrique, hausse de température, vagues de chaleur

Secteurs : agriculture, environnement, genre

Yako est une commune du Nord forte de 117 422 habitants dont 47,34% d'hommes et 52,66% de femmes dont l'agriculture et l'élevage constituent les activités économiques principales. Yako connaît une saison sèche de novembre à mai et une saison de pluies de juin à octobre avec une pluviométrie moyenne. La population connaît un accès limité à l'eau potable et est confrontée à la dégradation des terres et du couvert végétal, la baisse de la fertilité des terres cultivées, l'ensablement des cours d'eaux. Ces situations exacerbent les problèmes de cohabitation entre agriculteurs et éleveurs, liés à l'insuffisance du pâturage, de terres disponibles et la compétition pour les ressources en eau.

XOF 122,500,000

Protection et récupération des forêts dégradées :

- Clôture grillagée de la forêt villageoise et panneaux de signalisation
- Reboisement dans la forêt villageoise de 2ha
- Création d'une forêt villageoise de 2ha
- Reboisement dans la forêt communale
- Construction de la clôture de la forêt communale
- Adduction d'Eau Potable dans la forêt communale
- Réaliser la clôture du verger communal

Renforcement des activités maraîchères :

- Forage à proximité de la forêt villageoise
- Pompe dans un jardin nutritif de 1ha
- Jardin scolaire à l'école primaire publique du village
- Aménagement d'un périmètre maraîcher de 1ha

13 329 habitants des 4 villages et du secteur 6 (53% de femmes)

- Autonomisation des femmes, des jeunes filles et autres couches vulnérables
- Développement de la culture maraîchère
- Développement des chaînes de valeurs de produits forestiers et agricoles
- Réduction des inégalités de genre dans la commune par l'accès et le contrôle équitables aux ressources forestières
- Augmentation de la production agricole et des produits forestiers non ligneux



Forêt communale



Verger communal

Des investissements communautaires pour la résilience

Un des objectifs prioritaires de LIFE-AR est que 70% du financement reçu soit dédié aux investissements au niveau local. Pour réaliser cet objectif, le Burkina Faso s'est appuyé sur son mécanisme de décentralisation existant, en enrichissant les plans communaux de développement par l'intégration d'activités de renforcement de la résilience. La mise en place d'un système SEA, au niveau central et au niveau local, favorise le suivi de proximité des investissements et facilite la collecte régulière des données. La prise en compte du genre et l'inclusion sociale de toutes les couches dans les communautés locales a aussi été un pilier de la mise en œuvre des activités.

Un processus de consultation innovant a permis aux communautés de sélectionner leurs investissements de résilience prioritaires. Dans les quatre communes pilotes de Boussouma, Toussiana, Didyr et Yako, les défis sont nombreux et aggravés par les conséquences du changement climatique. Les choix d'investissement effectués prennent des formes diverses, en fonction des contextes spécifiques des communes. Reboisement, stabilisation de berges, développement de cultures maraîchères ou fourragères, irrigation, drainage, traitement des déchets ou soutien d'activités et de formation pour les organisations de femmes, les activités choisies ont toutes pour objectif la résilience des populations, des économies ou des écosystèmes locaux.

L'apprentissage continu au cours de cette phase pilote permettra de tirer des enseignements pour une mise à l'échelle ambitieuse. Au bout d'un an, de nouveaux villages contigus seront ainsi ajoutés dans les sept communes sélectionnées, et le mécanisme de mise en œuvre pourra progressivement être étendu à l'échelle du pays, renforçant la résilience aux niveaux local, régional et national.

Le Burkina Faso compte ainsi renforcer sa capacité institutionnelle, technique et financière à gérer les risques climatiques, attirer de nouveaux financements et à mettre en œuvre des actions climatiques là où elles sont le plus nécessaires.



@LDC_LIFEAR



@life-ar.bsky.social



<https://www.linkedin.com/company/life-ar>



www.life-ar.org



L'initiative de long terme des PMA pour une adaptation et une résilience efficace (LIFE-AR) a été créée et est pilotée par les PMA pour accroître la résilience climatique.

LIFE-AR est hébergée par l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) et soutenue financièrement par le gouvernement du Royaume Uni, le Ministère du Changement Climatique et de l'Environnement du Canada, l'aide au développement irlandaise et le Département d'Etat américain.